

Nouvelles locales du vendredi 22 janvier 2010

@rib News, 22/01/2010 Elections Un jour après le lancement officiel du recensement électoral des problèmes ne manquent pas. Dans beaucoup de centre du pays, les agents recenseurs n'ont rien fait aujourd'hui car, disent-ils, le matériel nécessaire n'est pas encore à leur disposition. Dans d'autres endroits, il n'y avait même pas de lieux prévus. Dans la commune de Gahombo à Kayanza certains agents ont décidé de quitter le recensement alors qu'ils avaient signé des actes d'engagement. Leur remplacement se fait illicitement, accuse la population de Gahombo (Rtnb/Rpa/Isanganiro)

Justice La liberté de la magistrature au Burundi reste à désirer, a indiqué le bâtonnier Isidore Nyamoya dans son étude sur l'état des lieux de la justice burundaise. Selon Nyamoya, la justice burundaise évolue vers l'analphabétisme jusque dans son manque de liberté. Il s'insurge contre la nomination de certains magistrats par le président de la République. Il ajoute que dans des pays démocratiques qui respectent la justice, le président du Conseil Supérieur de la Magistrature est élu et est dirigé par un magistrat élu contrairement au cas du Burundi où le chef de l'Etat nomme et préside ce conseil secondé par le Ministre de la justice. Pour Nyamoya, cette situation est à l'origine du manque de liberté de la magistrature car souligne-t-il, il est difficile de se défaire de celui qui nomme et qui convoque en cas de besoin. Les magistrats se trouvent piégés entre la volonté du patron et celle de la loi. Cela ressort de l'étude commanditée par l'OAG pendant la semaine d'anniversaire de la célébration de son anniversaire d'existence au Burundi. (Rpa/Isanganiro/Bonesha) Droit de l'homme. Dans son rapport annuel sur les droits de l'homme, Human Right Watch accuse le service national des renseignements du Burundi d'avoir participé dans l'élimination de certains des membres des partis politiques de l'opposition. Dans ce rapport le HRW estime que plusieurs cas d'assassinats politiques ciblés ont marqué cette année comme celle de 2009. Cette organisation cite aussi le parti Fnl accusé d'avoir assassiné certains des membres du Cnnd-fdd comme à Ngozi. Le rapport fait aussi mention des affrontements entre les jeunes du Cnnd-fdd (Imbonerakure) et ceux du Fnl à travers le pays. Il se dit aussi inquiet par les actes d'intimidation et de harcèlement des Imbonerakure envers les citoyens qui ne sont pas du parti au pouvoir. (Isanganiro) Sécurité La population de Kinama accuse le chef de ce quartier de Carama d'avoir une milice à son service qui va même jusqu'à l'arrestation des citoyens de cette commune substituant ainsi à la police. Le chef de ce quartier dément ces allégations mais affirme posséder quelques éléments de sécurité. Pour le politologue Julien Nimubona, ces Imbonerakure sont comparables à une milice car, souligne-t-il, ils possèdent des armes blanches qui, selon lui, tuent autant que les autres armes. Cela intervient après les affrontements entre les jeunes du Fnl et ceux du Cnnd-fdd à Kinama où deux personnes ont été blessées. (Bonesha/VOA).